



FLEURANCE

Arrêté temporaire n° 2022/336

Portant AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DU DOMAINE PUBLIC  
73 RUE GAMBETTA  
A L'ENSEIGNE "CONSEIL IMMOBILIER"

AFFAIRES GENERALES

**Le Maire de la Commune de FLEURANCE,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants ;

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2125-1 ;

**VU** le code de la voirie routière ;

**VU** le code pénal ;

**VU** le code de commerce ;

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 31 mai 2010 présentant notamment les tarifs pour l'occupation du domaine public ;

**VU** l'arrêté municipal du 12 mai 2011 portant réglementation des installations sur le domaine public dans l'agglomération ;

**VU** l'arrêté municipal du 19 mars 2012 relatif au métrage en matière d'occupation du domaine public et au cheminement piéton ;

**VU** la demande de **Monsieur Jean-Philippe TABAROT**, gérant de l'enseigne "CONSEIL IMMOBILIER", 73 rue Gambetta, reçue en mairie de Fleurance le 17 février 2022, pour poser un panneau au droit de son établissement, par dérogation, **du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022** ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** **Monsieur Jean-Philippe TABAROT** est autorisée à **poser un panneau**, par dérogation, **du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022**, au droit de son établissement.

**ARTICLE 2 :** Cette autorisation est accordée moyennant une redevance acquittée auprès du Trésor Public, calculée sur la base d'une redevance forfaitaire. Le total de la redevance annuelle est ainsi de **sept euros (7 €)**.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation est personnelle, précaire et révocable. Elle cesse de plein droit à l'issue de la période énoncée à l'article 1<sup>er</sup> ou lors du changement d'exploitant du commerce.

**ARTICLE 4 :** D'une manière générale, il est rappelé l'obligation de laisser un passage d'une largeur de **1,40 m** sur le domaine public pour permettre la circulation des piétons et des P.M.R (personnes à mobilité réduite). Aucune chaise ou obstacle ne devra gêner ce passage.

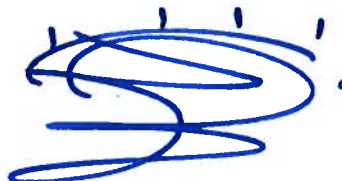
**Arrêté temporaire n° 2022/336**  
**Portant AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE**  
**DU DOMAINE PUBLIC**  
**73 RUE GAMBETTA**  
**A L'ENSEIGNE "CONSEIL IMMOBILIER"**

**ARTICLE 5** : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 6** : **Monsieur Jean-Philippe TABAROT** reste responsable de ses installations et à ce titre il veillera à contracter une assurance en responsabilité civile professionnelle ou étendre celle existante à ses installations extérieures qui, en outre, ne devront en aucun cas constituer une situation de danger vis-à-vis des usagers et respecter les conditions spécifiques aux terrasses définies dans la délibération du 31 mai 2010 susvisée.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté sera publié. Ampliation en sera adressée :  
Madame la Sous-Préfète de Condom, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame la Chef de service de la Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fleurance, Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de Fleurance, **Monsieur Jean-Philippe TABAROT**, chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

Fait à Fleurance, le 20 juillet 2022  
Le Maire,



**Ronny GUARDIA-MAZZOLENI**

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)